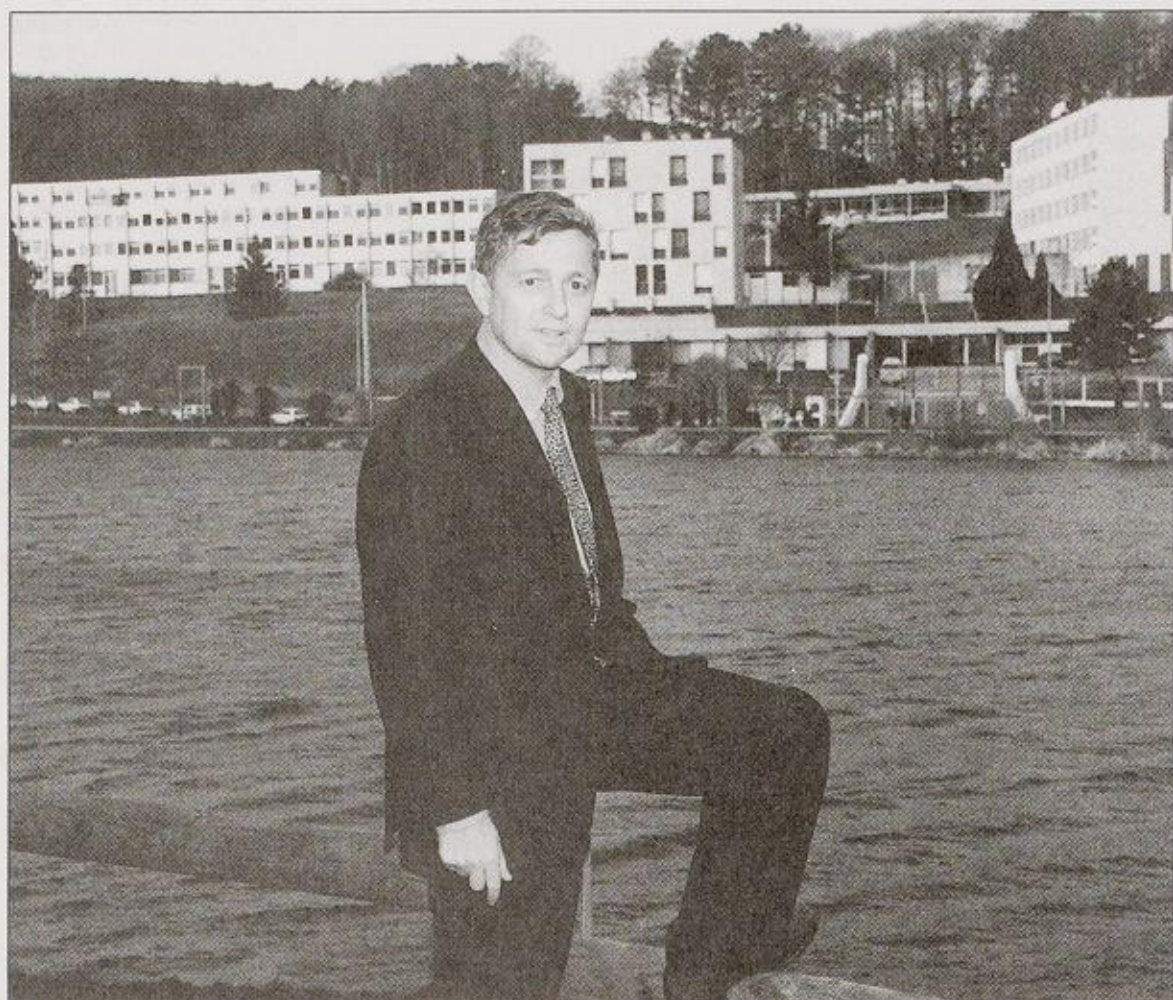


ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 21 MARS 1993

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION



Sans une réforme profonde de l'Éducation Nationale et de l'enseignement professionnel, il est illusoire de penser supprimer le chômage des jeunes.

Électrice, Électeur,

Les 21 et 28 mars prochains, vous choisirez votre représentant à l'Assemblée Nationale.

A travers l'élection de leurs députés, les électeurs choisissent les hommes qui demain gouverneront la France et le Premier Ministre issu de la formation politique la plus nombreuse.

Je ne doute pas de votre volonté d'en terminer avec 12 années de socialisme qui ont amené la France dans une situation de faillite économique et sociale jamais atteinte depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

En fait d'«acquis», le bilan est très lourd :

- **désarroi des jeunes** sans perspective d'avenir ;
- **échec social** avec 3 millions de chômeurs, sans compter les préretraités et stagiaires malgré eux ;
- **perte de confiance** des acteurs économiques ;
- **abandon du monde rural** avec ses conséquences dramatiques sur le commerce et l'artisanat ;
- **absence de toute morale** dans la gestion quotidienne jetant le discrédit sur l'ensemble de la classe politique ;
- **déclin de la France** en Europe et dans le monde.

En Creuse, le même constat d'échec s'impose.

LA CREUSE, A L'IMAGE DE LA FRANCE, EST EN PANNE

— Les élus socialistes qui vous représentent défendent mal la Creuse.

- **Échec social** avec près de 6 000 demandeurs d'emploi dont un tiers de moins de 25 ans et sans formation suffisante.
- **Échec économique** : — avec 6 300 emplois perdus en 10 ans, la Creuse, comme le Limousin, occupe le 1^{er} rang en matière de pertes d'emploi (sources INSEE). Situation qui s'aggrave avec de nombreux licenciements. Derniers sinistres en date : LA SOUTERRAINE (Vetsout, Cotet), NOTH (La Cazine), GUÉRET (Bijou-Fix) ;
— plus de 500 commerçants et artisans ont fermé boutique depuis dix ans ;
— faillite sans précédent du monde agricole dont le revenu des produits ne permet plus de vivre décemment.
- **Échec personnel** de ces mêmes élus qui, en réalité, ne savent pas défendre les dossiers creusois et n'ont aucun pouvoir de conviction auprès des décideurs économiques susceptibles de «ré-animer» la Creuse.

— Ces élus qui vous représentent sont mal récompensés par leurs amis socialistes au pouvoir

- Au plan régional, avec la concentration des crédits sur l'agglomération de Limoges, la faveur à l'installation des entreprises en Haute-Vienne (SOCOME), l'incertitude planant sur les crédits accordés par la Région pour la RN 145 dans le XI^e Plan.
- **Au plan national** avec l'**absence de toute volonté de désenclavement du Limousin**, et plus particulièrement de la Creuse (TVG, routes...), l'**abandon de toute politique d'aménagement du territoire et de l'espace rural** chère au Général de Gaulle qui prive la Creuse des services publics essentiels (écoles, bureaux de poste, perceptions...) et par là même de nombreux emplois de fonctionnaires.

AUJOURD'HUI LEURS AMIS SONT AU POUVOIR ET ILS NE PEUVENT RIEN FAIRE POUR LA CREUSE. UNE CHOSE EST SÛRE : ISOLÉS DEMAIN AU CENTRE D'UNE FRANCE GOUVERNÉE PAR LE RPR ET L'UDF, CE NE SONT PAS LES SOCIALISTES QUI REMETTRONT «LA CREUSE EN MARCHÉ».

POUR UNE CREUSE EN MARCHÉ VRAIMENT AVEC JACQUES CHIRAC, BERNARD DE FROMENT !

MON ENGAGEMENT POUR LA CREUSE

- Être un député à plein temps. Ainsi, je pourrai être le porte-parole efficace des Creusois à l'Assemblée Nationale et dans les ministères où mes relations me faciliteront les contacts et la défense des dossiers creusois (crédits, emplois...);
- redonner à la Creuse la place qu'elle mérite en Limousin et en France, comme Jacques CHIRAC a su le faire avec la Corrèze.

MES PRIORITÉS POUR LA CREUSE

• L'AGRICULTURE ET L'AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE RURAL.

Redonner toutes ses chances à notre agriculture injustement sacrifiée par les socialistes, c'est-à-dire :

- restaurer les principes fondateurs de la PAC en défendant la **préférence communautaire** et en faisant **des prix la base du revenu agricole**;
- **réduire les coûts et les charges** des agriculteurs. Réformer la fiscalité (taxe sur le foncier non bâti). Faciliter la transmission aux jeunes des exploitations;
- rompre la politique de mise en jachère;
- **remettre en place une véritable politique d'aménagement du territoire et de développement rural** pour rétablir l'équilibre entre régions riches et régions pauvres;
- mettre en place des « zones de revitalisation rurales » garantissant le maintien des services publics en milieu rural tels que l'école;
- associer systématiquement l'ensemble des partenaires du monde agricole à la **défense de l'environnement** qui constitue une **richesse à préserver en Creuse**.

• L'EMPLOI

Il s'agit de mettre en place des **mesures d'urgence en faveur des entreprises** afin qu'elles retrouvent leur compétitivité et leur capacité à embaucher :

- réduction des charges des entreprises (ex. : diminution du taux de l'impôt sur les sociétés);
- exonération des charges sociales payées par l'employeur pour tout emploi nouveau créé en 1993;
- faire des entreprises de véritables partenaires de la formation initiale avec l'apprentissage (un apprenti coûte 2 fois moins cher à l'État qu'un chômeur);
- repenser l'insertion des demandeurs d'emploi notamment en redynamisant les missions de l'ANPE.

En réalité, **redonner confiance aux entreprises**.

• L'ÉDUCATION - LA FORMATION

Elles vont de pair avec l'emploi car le système éducatif français est inadapté aux exigences du marché du travail :

- rendre à l'enseignement primaire sa mission essentielle d'acquisition des connaissances de base;
- valoriser l'enseignement technique et professionnel;
- ouvrir l'enseignement sur la vie professionnelle;
- accroître l'autonomie de décision des établissements.

• SAUVEGARDE DU SYSTÈME DE SÉCURITÉ SOCIALE. SAUVEGARDE ET AMÉLIORATION DU SYSTÈME DES RETRAITES MIS EN PÉRIL PAR UNE GESTION SOCIALISTE IRRESPONSABLE en :

- maintenant et améliorant le système de retraite par répartition;
- maintenant le droit à la retraite à 60 ans tout en le rendant plus souple;
- mettant en place une allocation de dépendance.

ÉLIRE UN DÉPUTÉ RPR DE PLUS DEMAIN, C'EST RENDRE AU MONDE RURAL LA CONSIDÉRATION QU'IL MÉRITE, C'EST DONNER PLUS DE CHANCES À LA CREUSE, PLUS DE CHANCES À LA FRANCE POUR ENTREPRENDRE DEMAIN LES GRANDES RÉFORMES QUI S'IMPOSENT DANS TOUS LES DOMAINES DE LA VIE PUBLIQUE.

DÈS LE 1^{er} TOUR, VOTEZ POUR UN VÉRITABLE PARTI DE GOUVERNEMENT. AVEC LE RPR, VOTEZ BERNARD DE FROMENT.

ET ÉLIE GIRAUD, agriculteur, suppléant.

Ne laissez pas passer cette chance pour la Creuse

Bernard de Froment